

Etude Genre et Climat



Une étude réalisée par WECF International
Coordonnée par WECF France

Quelles propositions pour permettre aux actions et aux politiques climat européennes d'intégrer le genre ?

*Etude réalisée avec le soutien financier du
Ministère de l'Environnement, de l'Energie et de la
Mer*



Table des matières

Introduction	4
Méthodologie de l'étude	5
Questions 1 : Caractéristiques des personnes interrogées.....	6
Analyse des réponses aux questions 1.....	6
Question 2 : intégration du genre dans les politiques climat	7
Analyse des réponses à la question 2a	8
Synthèse des réponses à la question 2	15
Questions 3 : Pistes pour renforcer l'intégration du genre dans les politiques climat nationales et internationales.....	17
Analyse des réponses aux questions 3 :.....	18
Synthèse des réponses aux questions 3	21
Question 4 : Implication des gouvernements dans l'intégration systémique du genre dans les politiques climat	22
Analyse des réponses à la question 4	23
Synthèse des réponses à la question 4	27
Question 5 : relation avec l'Union Européenne et l'engagement des Etats dans l'intégration du genre dans les négociations climat.....	28
Analyse des réponses à la question 5	29
Synthèse des réponses à la question 5	33
Questions 6 : Priorités pour l'opérationnalisation du plan d'action genre de Lima	35
Analyse des réponses à la question 6	36
Synthèse des réponses à la question 6	40
Question 7 : Pistes de recommandations	41
Analyse des réponses à la question 7	42
Synthèse des réponses à la question 7	48
Etudes de cas	49
NAMA sensible au genre.....	49
Fonds des déléguées femmes.....	49
Le "Gender Act"	50



Le réseau du CAD de l'OCDE sur l'égalité (Gendernet): Critères Minimum pour les marqueurs genre	51
La dimension Genre et Climat en Allemagne.....	51
Stratégie de genre et développement de la France 2013-2017	53
Récapitulatif des points saillants	55
Conclusion.....	58
Annexe	60

Introduction

Les Etats membres de l'Union Européenne ont promu l'égalité de genre dans la mise en œuvre de l'agenda de l'Accord de Paris sur le Climat (négociations de la Cop 21), mais n'ont pas fait de référence à des politiques climat sensibles au genre dans les Contributions Nationales de l'Union Européenne (INDC) et le projet de NDC, alors même que de nombreux pays de l'UE ont développé et soutenu des actions climat sensibles au genre. Pour que les pays européens soient crédibles vis à vis de leurs pays partenaires, il est important que leurs efforts sur femmes et climat soient mis en valeur et communiqués à la COP22 et 23.

Selon l'Accord de Paris (préambule, Art 7 (5) et 11 (2)), tous les pays, y compris l'Union Européenne, ont l'obligation d'assurer que l'égalité de genre soit prise en compte dans tous les domaines de mise en œuvre de l'accord.

<http://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/fre/l09r01f.pdf>

Quelles propositions pourraient-elles être portées par l'UE, par exemple comme un élément du suivi du programme de Lima sur le genre ¹ <http://unfccc.int/resource/docs/2014/cop20/eng/10a03.pdf> et comme un élément d'une possible décision sur un « plan d'action Genre et Climat » de la CCNUCC ?

La soumission de l'union Européenne sur le suivi du Programme de Travail sur le Genre a été présentée par la présidence slovaque cet été, et peut être une base pour un tel plan d'action.

Des propositions ont aussi été faites par la Women & Gender Constituency (<http://www.wecf.eu/english/articles/2016/09/WGC-recommendations.php>) et par la Fondation Marie Robinson pour la Justice Climatique <http://www.mrfcj.org/our-work/areas-of-work/womens-leadership-on-gender-and-climate-change/>)

Des propositions concrètes dans les soumissions incluent une sensibilité genre au sein de nouveaux programmes tels que CREWS (risques climatiques et systèmes d'alerte précoces) pour une meilleure intégration des femmes, dans les décisions et les financements.

(éléments clés et principes pour le genre : <https://ccaafs.cgiar.org/es/blog/africa-advancing-and-augmenting-unfccc-lima-work-programme-gender#.WFfFPDuw5E4>)

WECF a conduit cette étude en vue de la COP22, afin de mesurer l'intégration du genre dans les politiques climat de 6 pays de l'Union Européenne, et de collecter des idées concrètes pour permettre aux actions et aux politiques climat d'intégrer le genre.

1. ¹**Le Programme de travail de Lima relatif au genre**, adopté pour deux ans (échéance à la COP22) vise à

Méthodologie de l'étude

Nous avons soumis un questionnaire à des fonctionnaires de ministères de l'Environnement, des Droits des Femmes, des Affaires Etrangères, du Développement, ainsi qu'à des représentant.es d'Organisations de la Société Civile impliquée.s sur la thématique Genre et Climat

L'étude fait état des contenus des entretiens et des avis des personnes interrogées dans 6 pays de l'Union Européenne :

Allemagne

Autriche

Finlande

France

Pays-Bas

Royaume Uni

Une synthèse relève les points saillants pour chaque groupe de questions

Questions 1 : Caractéristiques des personnes interrogées

Le groupe de questions 1 identifie les personnes, le type de fonction qu'elles occupent, leur sujet de travail

Question 1.a) Nom, organisation and département

- Gouvernement
- Société civile
- Recherche
- Autre

Question 1.b) Sur quel sujet travaillez-vous ?

- Politiques climat internationales, questions spécifiques
- Coopération au Développement coopération, questions spécifiques
- Politiques d'égalité femmes hommes, questions spécifiques

Analyse des réponses aux questions 1

La plupart des personnes relèvent des ministères de l'Environnement, des Affaires Etrangères ou de la Coopération au Développement.

Beaucoup ont une expérience de négociation au sein d'équipes interministérielles.

La seule personne qui mentionne un travail intersectoriel, transversal pour l'interne, l'externe et le bilatéral relève du ministère finlandais des Affaires Etrangères, et est Ambassadrice pour l'égalité de genre.

Les OSC interrogées ont une expertise croisée sur les questions de genre et de climat.

Pour les comptes rendus des entretiens, veuillez-voir fichiers joints.

Question 2 : intégration du genre dans les politiques climat

Le groupe de questions 2 cherche à comprendre si les gouvernements intègrent le genre dans leurs politiques climat en interne et à l'international.

2a. Votre gouvernement intègre-t-il l'égalité femmes hommes dans ses politiques programmes et/ou projets sur le changement climatique ?

2b. Votre gouvernement intègre-t-il l'égalité femmes hommes dans ses politiques programmes et/ou projets sur le changement climatique en termes de politiques, programmes, projets :

2.b.i nationaux,

2.b. ii internationaux ?

Analyse des réponses à la question 2a

Pays	Points forts	Faiblesses
Allemagne	<p>Tous les projets du BMZ (Ministère de Coopération Internationale) doivent être en ligne avec le nouveau plan d'action genre de la BMZ.</p> <p>Plusieurs projets IKI (International Climate Initiative), gérés par le Ministère de l'environnement et la GIZ (Agence Coopération Internationale), ont une dimension genre plus ou moins développée.</p> <p>1M euros prévus par le Ministère de l'environnement pour un premier projet de recherche afin de produire des recommandations pour les politiques nationales en Allemagne sur l'évaluation de l'impact genre dans le changement climatique</p>	<p>Communication insuffisante entre BMZ, GIZ et le ministère de l'environnement.</p> <p>La mise en oeuvre est compliquée car il manque une personne dédiée pour coordonner genre et climat.</p>
Autriche	<p>Beaucoup de projets mais surtout pour l'agence de coopération internationale. Le Ministère de l'environnement a un seul projet sur genre et climat « Protection of the Climate and Migrants ») qui se focalise sur la situation nationale en Autriche.</p>	<p>Un seul projet au niveau domestique.</p>
Finlande	<p>La Finlande a pris l'initiative il y a 10 ans de travailler sur genre et changement climatique : Travail d'amélioration de l'efficacité « genre et CC » au niveau international mais moins spécifiquement au niveau national « What concerns EU in general, concerns also Finland in general”</p>	

<p>Finlande</p>	<p>Financement de la global gender and climate alliance (http://gender-climate.org/) depuis 2008.</p> <p>En Finlande il y a un dispositif spécial à l'intérieur du ministère de la santé et des affaires sociales qui travaille sur l'égalité femmes hommes et aide les autres ministères à intégrer le genre dans leur travail à l'interne et à l'externe.</p> <p>https://www.thl.fi/en/web/gender-equality</p> <p>Ils ont produit une directive "Gender Glasses in Use" (https://www.julkari.fi/bitstream/handle/10024/127150/rep_memo201312_genderglasses.pdf?sequence=2)</p>	<p>En général fausse conception en Finlande que l'égalité est atteinte. Recherche sur l'impact du changement climatique en Finlande, mais rien de spécifique sur le genre (https://ilmasto-opas.fi/en/).</p> <p>Bonne structuration de la planification des politiques mais rien de spécifique sur le genre</p> <p>Secteur de l'énergie en majorité masculin (C'est vrai pour la plupart des pays)</p> <p>http://www.enterprisesurveys.org/data/explortopics/gender</p>

<p>France</p>	<p>Engagement politique fort</p> <p>http://www.developpement-durable.gouv.fr/Intervention-de-Segolene-Royal,47358.html#.WFJ65WuttD4.email</p> <p>http://www.developpement-durable.gouv.fr/COP21-Rapport-Femmes-et-climat.html?onglet=themes</p> <p>La France soutient l'adaptation au Changement Climatique des pays les plus vulnérables</p> <p>Stratégie genre 2013-2017 : objectif d'utilisation marqueur genre de l'OCDE dans les projets financés http://www.oecd.org/dac/gender-development/thedacgenderequalitypolicymarker.htm</p> <p>A présent, 50% des projets AFD doivent avoir des co bénéficiaires climat</p> <p>Groupe de travail genre et climat du HCE</p> <p>Participation du ministère des droits des femmes à la COP21 ou à la Commission des Droits des Femmes de l'ONU</p> <p>Participation au groupe de travail européen sur genre et climat</p>	<p>L'ensemble de la finance climat mondiale montre que seulement 0.01% des projets ont le double marqueur genre et climat²</p> <p>Le ministère des droits des femmes ne joue pas un rôle de 1^{er} plan, sauf à la COP21 ou à la Commission des Droits des Femmes de l'ONU</p> <p>Faiblesse du travail interministériel</p> <p>Pas de mention du genre dans la Loi de Transition Energie et Croissance verte.</p> <p>Parité non atteinte dans les instances de décision au niveau national (20% de femmes dans la CNTE) Des recommandations ont été faites par les référents égalité pour développer la parité dans cette instance</p> <p>Faible implication genre et climat des collectivités locales.</p>
---------------	---	--

² Selon le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, en 2013, **29% des financements bilatéraux affectés à des projets climat comportaient une dimension de genre** (26% comme objectif secondaire, 3% objectif principal).

<p>Pays Bas</p>	<p>Promeut le genre dans les politiques climat de la CCNUCC</p> <p>Leadership avec la Finlande, Islande, Autriche et le groupe Friends of gender & climate (Costa Rica, Mexico...)</p> <p>Financement du Women Delegates Fund pour des négociatrices aux COPs (via WEDO)</p> <p>Financement des activités UNWOMEN Climate notamment</p> <p>Recherche : étude sur genre et climat (Fondation Heinrich Böll)</p> <p>Voir la soumission de la fondation Heinrich Böll : http://unfccc.int/documentation/submissions_from_non-party_stakeholders/items/7481.php</p>	<p>Cette politique relève du domaine du ministère des affaires étrangères qui priorise la coopération au développement</p> <p>Pas de politique intérieure sur genre et climat</p>
-----------------	--	---

<p>Royaume Uni</p>	<p>Fortes implications et des processus en oeuvre : <u>the gender equality act (amendment to international development act – gender equality – act – 2014)</u> : obligation légale d'intégrer le genre pour chaque ligne politique.³</p> <p>Intégration du genre en climat et environnement</p> <p>Fonds pour dispositifs multilatéraux : GCF, GEF, CiF avec demande de résultats qualitatifs sur le genre</p> <p>https://www.odi.org/publications/9967-gender-and-resilience-theory-practice</p> <p>Séries de programmes (énergie, recherche, résilience, adaptation) Braced: adaptation 140 million pounds</p> <p>http://www.braced.org/news/gender-and-social-equality/?region=&country=&type=&topic=gender-and-social-equality&page=1</p> <p>http://cleancookstoves.org/</p> <p>http://www.energia.org/research/gender-energy-research-programme/</p> <p>Production de connaissances et d'outils sur le genre (CDKN, Climate Development and Knowledge Network, IUCN et BM)</p> <p>http://cdkn.org/?s=gender&searchsubmit=s&loclang=en_gb&type=google&referrer=CDKN</p>	<p>La loi est très vague, 'le secrétaire d'état doit prendre en compte'</p> <p>La qualité n'est pas assurée (pas de critères, ni d'évaluation qualité)</p> <p>Le RU a un bureau égalité femmes hommes, très fort sur le genre dans les politiques intérieures, mais pas d'information sur leur intérêt pour les questions climatiques au RU.</p>
--------------------	---	--

Analyse des réponses à la question 2b (.i et .ii)

	Points forts	Faiblesses
Allemagne	Plan d'action genre de la BMZ (2b.ii)	Bien que cela soit inscrit dans les principes cadre du Gouvernement allemand, ce n'est pas intégré dans des domaines spécifiques.(2b.i)
Autriche	Membre du Gender Group européen	
Finlande	<p>La Finlande est très mobilisée par les questions européennes et très investie.</p> <p>Travail d'amélioration de l'efficacité « genre et Changement Climatique » au niveau international (2b.ii)</p> <p>En ce moment, étape de rédaction du programme de mise en oeuvre des ODD pour la fin 2016.(2b.i)</p>	<p>Travail d'amélioration de l'efficacité « genre et CC » au niveau international mais moins spécifiquement au niveau national (2b.ii)</p>
France	<p>Egalité femmes hommes : dans la feuille de route des ministères français (Volonté d'avoir objectif de parité l'année prochaine ou l'année suivante.) (2b.i)</p> <p>AFD : 50% des projets doivent avoir co bénéfiques climat mais (objectif pour 2017 100% des progrès notés genre dont 50% avec note 1 ou 2) (2b.ii)</p> <p>Essai d'identification de projets avec ces 2 critères pour avoir une petite grappe de projets mais ce n'est pas encore systémique (2b.ii)</p>	<p>Pas encore d'objectif croisé genre et climat à l'AFD : pas de mention du genre dans le CIT climat (2b.ii)</p> <p>Pas encore de méthodologie</p> <p>Manque de concret après les annonces fortes</p> <p>17% des projets marqués 1(OCDE)</p> <p>0.43% complètement dédiés genre</p> <p>On est très loin des objectifs de la stratégie française</p> <p>Au niveau international, seulement 0.01% des projets avec double objectif</p>
Pays Bas		Pas de politique spécifique genre et climat en interne. (2b.i)

<p>Royaume Uni</p>	<p>La loi sur l'égalité des sexes implique d'autres départements (DEVRA and DFID, BD) (2b.ii)</p> <p>Le bureau de l'égalité femmes hommes est fort sur le genre (2b.i)</p> <p>Beaucoup de travail réalisé sur les différences de salaire, les violences, l'environnement (2b.i)</p> <p>Fort contrôle citoyen</p> <p>Groupes genre d'ONG (gadnet) http://gadnetwork.org (2b.ii)</p>	<p>Faible connaissance et capacités dans les directions (2b.i)</p> <p>Il faudrait développer la formation et le soutien</p>
------------------------	--	---

Synthèse des réponses à la question 2

Des politiques genre et climat assez bien définies pour l'international mais très peu d'initiatives pour le niveau national.

La plupart des personnes interrogées sont plus impliquées dans les politiques internationales que nationales, et donc informées partiellement. On constate une implication majeure dans la CCNUCC, mais sans suivi national :

- La CCNUCC et ses décisions (comme la décision sur le genre) sont vues comme un objet à part et insuffisamment intégrées dans les politiques nationales, c'est aussi vrai pour le Programme de Travail de Lima sur le genre.
- Le relais intérieur est **faible** : « le Genre, c'est seulement pour les pays en voie de développement ».
- Il existe de nombreux **points d'appui et des progrès ont été accomplis** (textes, résolutions, outils de cadrage en faveur du genre et de son intégration dans les politiques climat) mais la prise en compte de la question de l'égalité femmes hommes est récente, les dispositifs ne sont pas encore efficaces.
- Les pays interviewés n'ont pas fait de soumission nationale sur la reconduction du Programme de Travail de Lima sur le Genre, malgré leur implication générale dans la soumission de l'UE (6/09/2016).
<http://www4.unfccc.int/submissions/SitePages/sessions.aspx?showOnlyCurrentCalls=1&populateData=1&expectedsubmissionfrom=Parties&focalBodies=SBI>
- Les NDC des pays de l'UE ne font aucune référence au genre et les pays ne savent pas comment faire.⁴

<http://www.robert-schuman.eu/en/european-issues/0384-will-europe-s-leap-forward-come-from-women>

Une approche « genre » réservée aux politiques de coopération au développement, et qui n'aborde pas les politiques intérieures des pays.

- L'approche genre et changement climatique est plutôt abordée par les politiques internationales des pays, l'Aide Publique au Développement. Ils agissent plutôt à l'international dans les pays vulnérables puisque « l'inégalité est renforcée par le Changement Climatique ». **Le croisement genre et changement climatique apparaît**

⁴ Il n'existe pas encore de guide pour l'intégration des questions de genre dans l'élaboration des NDC, mais de nombreux outils existent en lien avec le développement durable, le changement climatique, l'agriculture et la souveraineté alimentaire, les questions énergétiques Voir document technique de la CCNUCC autour des outils genre :

http://unfccc.int/documentation/documents/advanced_search/items/6911.php?preref=600008942#beg

plus nettement dans les politiques de développement, même s'il reste modeste (0.01% des projets croisent les questions de genre et de climat)⁵

- La plupart des pays intègrent la question du genre dans leurs politiques internationales d'aide publique au développement, mais les processus sont encore jeunes, pas encore efficaces.
- La plupart des pays ne traitent pas du lien genre et climat dans leurs politiques au niveau national (plans climat)

Une faiblesse des processus interministériels et intergouvernementaux :

- Malgré quelques dispositifs existants (recherche, points focaux, plateformes genre), **le travail interministériel et intersectoriel est peu formalisé ou inexistant**
- **Les différents niveaux de gouvernement sont insuffisamment impliqués (fiche coopération décentralisée du ROEG) <http://www.observatoiresdugendre.com/outils/fiches-techniques/10-cooperation/>**

Des enjeux bien identifiés :

- Fort besoin de pédagogie et d'impulsion politique
- Besoin de fixer des objectifs communs -comme pour le genre dans la stratégie genre- d'appliquer les marqueurs genre dans tous les projets climat et se fixer des échelons intermédiaires
- La féminisation des filières universitaires est un enjeu fort (métiers de la transition énergétique) comme la précarité énergétique où les femmes sont plus touchées <http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/economic-empowerment/facts-and-figuresou>

A noter : même si la soumission européenne n'est pas satisfaisante en matière d'intégration du genre, c'est l'Europe qui a pris l'initiative d'intégrer le genre au programme de la CCNUCC. Pour la première fois, au niveau international, l'Union Européenne a été volontaire sur cette question.

C'est l'Europe qui est à l'initiative d'inclure le programme genre dans la CCNUCC.

A l'heure de la préparation de la COP 22, c'est la première fois que des soumissions de chaque groupe régional existent, y compris venant du G77, et ce pour la première fois)

Malgré son implication pour inclure le genre au niveau international, l'Union Européenne ne l'intègre pas dans ses politiques intérieures, et peine à appliquer les orientations communes⁶

⁵ Source : O.Fontan, SOUS-DIRECTION CLIMAT / ENVIRONNEMENT - EQUIPE DE NÉGOCIATION COP21, ministère des affaires étrangères, plénière de la plateforme femmes et développement octobre 2016

⁶ Nb: pour aller plus loin, interroger les ministères de l'environnement, la Présidence UE, la Suède pour mesurer les effets de la « feminist foreign policy »

Questions 3 : Pistes pour renforcer l'intégration du genre dans les politiques climat nationales et internationales

Le groupe de questions 3 cherche à faire émerger des pistes pour renforcer l'intégration de l'égalité femmes hommes dans les politiques climat nationales et internationales

3a. Comment l'égalité femmes hommes peut-elle être renforcée au niveau intérieur dans des secteurs liés au climat (énergie renouvelable, agriculture climato- compatible, transport, emploi, etc.) ?

3b. Comment l'égalité femmes hommes peut-elle être renforcée au niveau de la coopération internationale ?

Analyse des réponses aux questions 3 :

Pays	Comment l'égalité femmes hommes peut-elle être renforcée au niveau intérieur dans des secteurs liés au climat ?	Comment l'égalité femmes hommes peut-elle être renforcée au niveau de la coopération internationale ?
Allemagne	<p>Travail avec les experts genre pour les contributions et la mise en œuvre de la planification des politiques climat nationales</p> <p>Participation significative des organisations de femmes et de genre dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques climat</p> <p>Salaire égal pour niveau égal d'emploi</p> <p>Formation genre pour les personnels des administrations</p> <p>Budget spécifique pour les activités d'égalité femmes hommes</p>	<p>Formation genre pour les personnels des administrations</p>
Autriche	<p>Salaire égal pour niveau égal d'emploi</p> <p>Formation genre pour les personnels</p> <p>Politiques de parentalité</p> <p>Promotion des sujets STEM pour les filles/femmes dans l'éducation</p> <p>Travail avec les experts genre pour les contributions et la mise en œuvre de la planification des politiques climat nationales</p>	<p>Plus forte coordination avec les experts Genre</p>
Finlande	<p>Plan d'action genre ou politique genre</p> <p>Egalité de salaire à travail égal (à élargir à l'échelle nationale, au delà du focus climat)</p> <p>Horaires aménagés et politiques de parentalité</p> <p>Formations genre pour les personnels</p> <p>Budgets spécifiques pour des activités</p>	<p>Médias : développer la représentation des femmes dans les médias comme agents des choix énergétiques (le secteur de l'énergie est majoritairement masculin)</p> <p>Education</p> <p>Synergie : entre les questions sociales et techniques (ex. gender experts) au sein des domaines du changement</p>

	<p>liées à l'égalité femmes hommes pour l'aide à la décision (la plupart des lobbyistes sont des hommes, il faut mettre les femmes en avant dans ces procédures)</p> <p>Participation significative des groupes de femmes dans le planning, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques climat</p> <p>Budget genre</p> <p>Promotion des STEM</p>	<p>climatique</p> <p>GAP : nouveau programme de travail sur le genre qui reflète l'opérationnalisation du plan d'action</p> <p>Reporting : l'UE devrait s'assurer que les Etats membres suivent la mise en oeuvre du programme de travail en leur demandant un reporting sur les progrès</p> <p>Formation : formation de femmes déléguées (surtout celles venant de PMA et celles qui assistent pour la 1ere fois aux négociations)</p> <p>Coopération internationale pour soutenir les actions nationales des pays développés</p> <p>Désignation d'ambassadeurs égalité femmes hommes: coordination, transversalité, transmission</p> <p>Evaluation : Utiliser les questions genre et CC comme des principes guide pour évaluer si les pays ont bien rempli leurs obligations</p>
France	<p>Promotion des sciences, technologies, ingénierie et mathématiques pour les filles dans l'éducation. Elles sont sous représentées dans ces disciplines, beaucoup de stéréotypes.</p> <p>Coordination avec des experts genre pour les contributions dans le planning et la mise en œuvre des politiques climat (trop peu d'expertise, ce sujet doit être expliqué, beaucoup de chemin à parcourir)</p> <p>Plan d'action genre : au delà des principes, un plan pour la mise en oeuvre</p> <p>Budgets spécifiques pour des activités</p>	<p>Faire progresser la prise en compte des marqueurs genre OCDE, leur mise en oeuvre, communiquer sur les résultats, montrer en quoi ca change les choses. La Stratégie genre et développement date de 2013 ! évaluation n'a peut être pas encore été faire. Or études de cas de l'AFD mais cela n'apparaît pas encore en termes de résultats globaux,.</p> <p>Poursuivre sensibilisation, la formation des agents dans tous les secteurs (agriculture, culture, économique)</p> <p>Intégrer l'approche genre dans les objectifs climat de l'APD française</p>

	<p>liées à l'égalité femmes homme</p> <p>Intégration d'experts genre dans la planification, la mise en oeuvre et l'évaluation de politiques climat</p> <p>Valorisation des savoirs et connaissances des groupes de femmes</p> <p>Question de la transition énergétique (métiers, technologies)</p>	<p>APD à 0.7% du RNB d'ici 2022</p> <p>Fléchage de la moitié de l'APD vers PMA (50% vers projets sensibles au genre ou intégrant pleinement le genre)</p> <p>Entériner une 3eme stratégie genre et développement avec plan d'action, budget spécifique, investissement politique, MAE, AFD (pas seulement les OSC)</p>
Pays Bas	<p>Le Ministère des Affaires Etrangères se concentre sur la cooperation au développement. Il n'y a pas de politique domestique Genre et Climat.</p>	<p>GAP avec des indicateurs clairs et un mécanisme de reporting.</p> <p>Questionnement sur la faisabilité d'augmenter les ressources financières</p> <p>Reprendre les préconisations de la WGC COP21</p>
Royaume Uni	<p>Il y a beaucoup à faire sur les STEM, le codage</p> <p>S'appuyer sur les travaux existants pour intégrer le genre dans les plans d'actions et d'investissement, développer la prise de conscience sur l'impact économique et social de l'investissement des femmes dans la chaine de valeurs de l'énergie, et sur l'impact du renforcement de capacités économiques des femmes</p> <p>http://www.energia.org/what-we-do/#all</p>	<p>La transversalité (points focaux dans les directions pour aider les collègues à intégrer le genre dans leurs travaux</p>

Synthèse des réponses aux questions 3

Mieux intégrer l'approche genre dans les politiques climat

Les personnes interrogées soulignent l'importance de :

- l'impulsion et du portage politique
- la poursuite du programme de travail de Lima sur le genre, avec un plan d'action pour la mise en œuvre, des indicateurs clairs, des mécanismes de reporting, une évaluation et un financement spécifique.
- la prise en compte des marqueurs genre OCDE (<http://www.oecd.org/dac/gender-development/thedacgenderequalitypolicymarker.htm>), leur mise en œuvre, la communication des résultats, et la démonstration de l'impact sur la lutte contre le changement climatique.
- des STEM, de la recherche, et du recours systématique aux experts genre, et notamment le renforcement de la présence d'experts genre et de l'inclusion de la dimension genre dans les études et analyses du GIEC.
- la sensibilisation et la formation des agents dans tous les secteurs (agriculture, culture, économie)
- la formation de délégué-es (hommes et femmes).
- le développement de la transversalité, de dispositifs interministériels et intersectoriels
- la coopération internationale pour un appui à la mise en œuvre et une communication transparente

Question 4 : Implication des gouvernements dans l'intégration systémique du genre dans les politiques climat

La question 4 mesure l'implication des gouvernements dans l'intégration systémique du genre pour les politiques climat. Cela peut passer par un cadre légal, des actions ou le soutien à des initiatives.

Question 4. Votre gouvernement soutient-il des politiques d'égalité fortes dans ses actions climat / Accord de Paris ?

Existe-t-il un document écrit ?

Analyse des réponses à la question 4 'existe t-il un document politique et/ou stratégie genre et climat' ?

Pays	Points forts	faiblesses
Allemagne	<p>Le ministère des Affaires Etrangères (BMZ) a une stratégie '<u>genre et développement</u>'⁷ qui inclut un programme de travail 2016 – 2020⁸ et un programme annuel⁹ – tous avec des chapitres sur genre et climat.</p> <p>Le Ministère de l'Environnement (BMUB) a un fonds important pour des activités climat au niveau international (IKI www.international-climate-initiative.com/de) et au niveau national (NKI www.klimaschutz.de)</p> <p>L'Allemagne contribue pour 2 milliards d'euro au financement climat (https://www.international-climate-initiative.com/en/issues/cross-cutting-topics/climate-financing/#prettyPhoto)</p> <p>Il existe une coopération dans le cadre de l'UE et de l'OCDE sur genre et climat,</p> <p>Bon signal de la nomination de Mme Espinosa au secrétariat de la CCNUCC.</p>	<p>Sur les centaines de projets financés par IKI, seuls quelques uns (2-3) ont une forte attention pour l'égalité de genre.</p> <p>Il manque une ligne budgétaire spécifique pour des projets de la société civile sur genre et climat, même si il y a des projets genre et climat au sein du fond de financement climat IKI.</p>
Autriche	<p>L'Autriche a une personne responsable pour le lien entre genre et climat (<i>interview</i>)</p> <p>Publication de la stratégie de</p>	<p>Il existe un seul projet financé par le ministère qui traite de genre, climat et femmes migrantes, il serait bien d'avoir plus de projets avec une</p>

⁷ http://www.bmz.de/en/what_we_do/issues/HumanRights/frauenrechte/deutsche_politik/index.html

⁸ http://www.bmz.de/en/publications/type_of_publication/strategies/Strategiepapier363a_03_2016.pdf

⁹ http://gender-network.net/custom/images/contentBilderGalerie/bilderGalerie1000495/BMZ-Road-map-2016_EN.pdf

	<p>développement par le Ministère de la Coopération Internationale¹⁰, - l'un des objectifs est le financement de 75% des projets dans le domaine des ODD et du Climat, avec les marqueurs genre OCDE 1 ou 2, et l'appui à la mise en oeuvre du Plan d'Action Genre de l'UE (Eu Gender Action Plans (GAP II 2016–2020)</p> <p>Publication de la stratégie nationale d'égalité de genre dans le secteur privé et public¹¹</p> <p>La soumission de l'UE sur la continuation du programme de travail de LIMA sur le genre, est soutenue par l'Autriche, qui travaille ensemble avec la Finlande et l'Hollande.</p>	dimension genre au niveau national.
Finlande	<p>La Finlande a inclus l'égalité de genre et le climat (questions transversales) dans sa coopération au développement. Ce sont des questions horizontales pour la Finlande.</p> <p>C'est inclus dans la coopération climat Document rapport final sur la coopération avec la GGCA.</p> <p>Travail sur l'Agenda 2030, l'intégration des ODD et leur connexion avec le CC mais pas de document connu.</p>	<p>Mesure et évaluation : pas d'évaluation de l'efficacité faite par les experts en coopération au développement malgré leur importance</p> <p>Il faudrait utiliser ces questions genre et Changement Climatique comme des principes guide pour évaluer si les pays ont bien rempli leurs obligations</p>
France	<p>Jusqu'à début novembre 2016 : la France préside la COP donc devoir d'impartialité qui empêchait de prendre des positions fortes sur ces</p>	<p>Pas de priorité affichée sur l'égalité dans les politiques climat.</p> <p>Pas de soumission nationale de la</p>

¹⁰

http://www.bmwfw.gv.at/Aussenwirtschaft/oesterreichswirtschaftsbeziehungen/Documents/Dreijahresprogramm%20der%20oesterreichischen%20Entwicklungshilfe%20_2016-2018.pdf pages 36-37

¹¹ <http://wissenschaft.bmwfw.gv.at/bmwfw/wissenschaft-hochschulen/gender-und-diversitaet/programme-und-initiativen/gleichstellungsziel-im-rahmen-der-wirkungsziele-im-verwaltungsbereich-wissenschaft-und-forschung/>

	<p>sujets.</p> <p>Portage politique fort néanmoins : les 6 annonces de Ségolène Royal au forum de haut niveau de l'Union Africaine, New York, 20 avril 2016 http://www.developpement-durable.gouv.fr/Intervention-de-Segolene-Royal,47358.html#.WFJ65WuttD4.email</p> <p>Chaque organe a un ODJ débattu, au SBI il y a toujours un point genre ; les états et les observateurs peuvent faire des soumissions</p>	<p>France.</p> <p>Les annonces ont été faites, mais il faut les concrétiser et définir les moyens.</p> <p>Croisement entre plusieurs ministres, plusieurs politiques : dépasse le mandat du ministère de l'environnement (politique APD)</p> <p>Renforcer la collaboration multipartite (réseaux et plateformes de la société civile, ministères concernés, structure nationale de collecte et analyse des données statistiques, organisations à base communautaire) afin de favoriser le partage, la compréhension, l'interprétation et la communication des informations climatiques et de fournir un espace de dialogue sur les problématiques et solutions nationales et locales dans le domaine de l'adaptation.</p>
Pays Bas	<p>Le ministère I&M (Infrastructure et Environnement) a informé le parlement en Mars 2016 sur sa démarche de ratification et mise en oeuvre de l'accord de Paris. Dans cette lettre au parlement ¹² la secrétaire d'Etat a ajouté un paragraphe sur 'L'importance de genre et climat '.</p> <p>Les Pays Bas partagent un siège au conseil d'Administration du Fond Vert Climat, et ont commandé un rapport sur la dimension genre du financement climat (2012) qui a été important pour l'acceptation d'un</p>	Pas de politique ou stratégie écrite spécifique sur genre et climat

¹² <https://zoek.officielebekendmakingen.nl/kst-31793-A.html>

	<p>critère genre, obligatoire pour toute application de financement¹³.</p> <p>Le Ministère des Affaires Etrangères a une personne 'genre et climat' qui participe aux négociations climat.</p> <p>Le Ministère des Affaires Etrangères a financé une partie des frais de la Women and Gender Constituency pour la COP22 et finance entièrement le programme « Women Delegates Fund »</p> <p>Pas de soumission individuelle sur la continuation du programme de travail de LIMA, mais les Pays Bas, avec la Finlande et L'Autriche ont été les plus actifs en développant la soumission de l'UE (par la présidence de la Slovaquie)</p>	
Royaume Uni	<p>Gender equality act (amendement à la loi de développement international (2014)</p> <p>http://services.parliament.uk/bills/2013-14/internationaldevelopmentgenderequality.html</p>	Pas de projets ou de stratégie qui pointe les dimensions genre des programmes de climat au niveau national

¹³

https://unfccc.int/files/cooperation_and_support/financial_mechanism/standing_committee/application/pdf/final_schalatek_burns_gcf_gender-sensitive-approach.doc.pdf

Synthèse des réponses à la question 4

Un seul document spécifique et contraignant pour l'ensemble des pays interrogés : le Gender Equality Act du Royaume Uni : <http://services.parliament.uk/bills/2013-14/internationaldevelopmentgenderequality.html>

Programme de Lima : les personnes interrogées soulignent que leur pays n'a pas déposé de contribution spécifique en 2016, mais a travaillé dans le cadre européen pour contribuer ou soutenir la soumission EU.

Pas de cadre politique formel pour mettre en relation genre et climat dans aucun des 6 pays, même si les pays ont travaillé dans le cadre européen pour contribuer ou soutenir la soumission EU

Une contribution spécifique en janvier 2017 pour l'élaboration du GAP dans le cadre de la CCNUCC permettrait elle une meilleure mise en œuvre de l'Accord de Paris ?

Question 5 : relation avec l'Union Européenne et l'engagement des Etats dans l'intégration du genre dans les négociations climat.

Question 5a. Votre ministre/ gouvernement contribue t il.elle à la soumission de l'UE sur le suivi du programme de Lima sur le Genre ? ¹⁴
<http://unfccc.int/resource/docs/2014/cop20/eng/10a03.pdf>

Quel était le contenu de la contribution ? (Sujet, aspect)

5b. Pensez-vous que la soumission de l'UE est suffisamment ambitieuse et concrète ?
Qu'auriez-vous souhaité y trouver en complément ?

¹⁴ **Le Programme de travail de Lima relatif au genre**, adopté pour deux ans (échéance à la COP22) vise à favoriser des politiques climatiques intégrant le genre (« gender responsive »), à renforcer les capacités des négociateurs-trices sur le genre, à organiser des ateliers d'échanges sur genre et atténuation et genre et adaptation ainsi qu'à augmenter la participation des femmes aux instances de décision climatiques. Ce programme de travail a conduit à la production d'une synthèse des outils et stratégies genre existant en matière climatique qui contient des recommandations concrètes pour les Etats et tous les acteurs.

Analyse des réponses à la question 5 ¹⁵

Pays	Soumission de l'UE sur le suivi du programme de Lima sur le Genre	Compléments à la soumission de l'UE
Allemagne	<p>Oui de façon générale, en insistant sur la participation des femmes et des hommes dans les processus de décision</p> <p>Insiste sur la définition des résultats et le suivi des processus</p>	<p>BMZ en commence juste l'examen.</p> <p>La plupart des questions sont traitées, mais il n'y a rien sur les moyens de mesurer l'impact</p> <p>Des politiques et pas d'approche intersectionnelle; il sera donc difficile de mesurer l'impact.</p> <p>Il y a des choses plus concrètes en UE mais elles ne sont pas reflétées dans la soumission.</p>

¹⁵ Cette analyse intègre les résultats de la COP22, bien que les interviews aient été menées avant l'ouverture de la Conférence.

Autriche	<p>Leader pour cette question (avec la Finlande)</p> <p>A assuré la rédaction</p>	<p>Il manque l'obligation de reporting pour tous</p> <p>A inclure pour la COP 23</p>
Finlande	<p>Pas plus de documents spécifiques que les docs de l'UE (la Finlande a contribué à l'élaboration des documents pendant les 8 dernières années) Donc d'une certaine façon ils viennent de Finlande.</p> <p>Ces documents représentent indirectement le soutien de la Finlande aux politiques d'égalité de genre dans les actions climat.</p>	<p>La soumission a été finalisée rapidement après le rencontre SBI à Bonn</p> <p>La Finlande n'a pas changé la soumission pour inclure le plan d'action à long terme, il valait mieux le soutenir</p> <p>Ils travaillent maintenant à l'intérieur du plan d'action à l'intérieur de l'UE</p> <p>Le GAP est une bonne idée. L'UE peut jouer un rôle clé dans son élaboration. Il y a une conseillère genre en UE</p> <p>Il faut que le cadre soit prêt pour la cop 23 ; avec le niveau des soumissions, il y a une forte possibilité pour que le cadre soit adopté</p> <p>Pour adopter un GAP à la cop 23, il faut un budget ; il faut le dire aux pays donateurs et à l'UE : « si ce GAP est une priorité, alors cela doit se voir dans le budget »</p> <p>Demander des fonds à la commission européenne et demander s'il peut y avoir des contributions de l'UE</p> <p>Le secrétariat de l'UE doit s'améliorer pour lever des fonds pour le GAP, car ils pensent que ceux qui soutiennent le GAP vont payer, même si ce n'est pas le cas en réalité.</p> <p>Il faudrait contacter les pays pour lever des fonds pour le GAP (US ? Canada ?)</p> <p>Nb: La Finlande a récemment réduit les fonds au développement de 40%.</p>
France	<p>Oui proposition d'intégrer le genre dans des actions volontaires avant 2020 (Accord de Paris : action à partir de 2020)</p>	<p>Points à améliorer :</p> <ul style="list-style-type: none"> -comment transversaliser le genre -prise en charge par la CCNUCC en relais

	<p>et le pré 2020 ; Agenda de l'Action)</p> <p>Maintenant à chaque COP : évènement de haut niveau avant 2020 : revue des actions volontaires, synergies</p> <p>Intégrer l'approche genre dans cette réunion de haut niveau</p> <p>Cette proposition est portée par UE et mise en débat à la COP 22.</p> <p>Points positifs :</p> <p>Volonté de poursuivre programme de travail sur le genre, organisation d'ateliers pour aider les parties à inclure le genre, travail sur l'accès aux financements et préparation des bilans mondiaux</p> <p>Renforcement de capacités sur les questions de climat : déjà en cours</p>	<p>des OSC</p> <p>-accompagnement (les outils ne suffisent pas)</p> <p>-faire en sorte que les championnes prennent bien en compte l'aspect genre dans agenda de l'action</p> <p>Peur de l'absence de garde fous sur la sélection des initiatives</p> <p>Préparation par le secrétariat de guidelines pour l'ensemble des questions (adaptation technologie,) proposition par le secrétariat pour intégrer le genre dans ces angles</p> <p>Reporting: comment les membres mettent en place leur mandat sur le genre: les ateliers doivent permettre le suivi des mandats et proposer des recommandations au-delà des procédures</p> <p>- travailler sur l'impact</p> <p>-financements : assez vague</p> <p>-Développer outils statistiques pour mesurer les inégalités et progrès réalisés</p> <p>Ce que peut viser le programme de travail de la CCNUCC, c'est s'assurer de l'engagement politique, des mises en valeur de pays champions, des temps de rendez-vous pour analyser les NDC pour expliquer la mise en œuvre.</p> <p>Il faut un chapitre sur le genre pour mesurer la façon dont c'est mis en œuvre</p>
Pays Bas	<p>Oui les Pays Bas ont travaillé sur la rédaction des principales parties du document.</p>	<p>Il aurait fallu appeler à la mise en place d'un Plan Genre et Climat, que la soumission UE ne mentionne pas de façon spécifique.</p> <p>Ils regrettent de ne pas avoir poussé pour le développement rapide du programme d'action, pour ne pas devoir attendre</p>

		COP23.
Royaume Uni	<p>Oui, objectif de haut niveau porté par le RU mais pas de document complémentaire.</p> <p>Irrégularité de la participation du RU et pas de leadership sur la question du genre</p>	<p>Nécessité de continuer le suivi du programme de Lima sur le genre et de le faire adopter à la COP 22</p> <p>Le problème, c'est que le programme de Lima sur le genre est vu comme un document à part; il doit être mieux intégré dans les futurs accords.</p> <p>Points de vigilance :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Renforcement des capacités -Adaptation -Mise en œuvre concrète -Feuille de route pour le financement -Communication sur les bonnes pratiques

Synthèse des réponses à la question 5

Les personnes interrogées ont pour la plupart contribué à la soumission de l'UE sur le suivi du programme de Lima sur le Genre et ont stratégiquement appuyé la volonté de poursuivre le programme de travail.

Elles insistent toutefois sur les faiblesses de la soumission de l'UE et pointent des éléments non-inscrits :

- L'implication politique du secrétariat de la CCNUCC, des agences et des gouvernements
- La mesure de l'impact des dispositifs et des actions
- Des dispositifs de reporting
- Une vraie transversalité du genre dans les politiques et les actions climat
- Le budget: « what is counted counts »
- La communication
- L'analyse des NDC et la coopération

Nb. La France, qui a assuré un portage politique fort, est trop peu visible dans le leadership genre

Actualisation post COP22 ¹⁶:

http://unfccc.int/files/gender_and_climate_change/application/pdf/auv_cop22_i15_gender_and_climate_change_rev.pdf

Points clé :

- élaborer en 2017 un Plan d'Action Genre de trois ans pour adoption à la COP23
- poursuivre les formations des délégués hommes et femmes sur genre et climat
- continuer de promouvoir la parité au sein des délégations
- poursuivre les ateliers annuels
- rapport technique du Secrétariat sur les barrières à la parité dans tous les organes de la CCNUCC
- intégrer la perspective genre dans le transfert de technologie
- renforcer les capacités des Etats sur intégration de genre
- inciter les mécanismes financiers et entités (GCF et GEF) à faire un rapport annuel sur intégration du genre
- établir un focal point genre des Etats au niveau national
- prendre en compte les savoir-faire locaux et ancestraux et renforcer la participation à tous les niveaux d'action climat des femmes issues des communautés

¹⁶ Ajout WECF à l'issue de la COP 22



- soumission des Parties avant fin janvier 2017

Point d'attention: la demande de financement de 500 000€ en 2017 pour l'élaboration de ce plan d'action n'a pas été retenue

Questions 6 : Priorités pour l'opérationnalisation du plan d'action genre de Lima

Question 6a. Dans quels aspects spécifiques de la mise en œuvre de l'Accord de Paris devraient être renforcés les aspects genre ? Par exemple les programmes d'action, les critères, directives etc. ?

- Genre et adaptation
- Genre et atténuation
- Genre et préparation aux catastrophes (ex CREWS)
- Genre et renforcement de Capacités et éducation
- Gender et Finance
- Genre et technologie climat
- Genre et pertes et dommages

Question 6b. Parmi les questions ci-dessous, proposées comme suites au Plan d'Action de Lima, lesquelles à votre avis sont prioritaires ?

- Développement d'un cadre de mise en œuvre genre et climat avec un monitoring et un plan d'évaluation, avec des indicateurs clairs, des données désagrégées par sexe pour tout le reporting et la mise en œuvre
- Désignation d'un point focal genre
- Des ressources financières adéquates et spécifiques pour la mise en œuvre d'un programme genre au niveau global, régional et national, et au sein de la CCNUCC

Exemples, Idées (voir annexe pour compléments)

Analyse des réponses à la question 6

Pays	Aspects spécifiques	Idées complémentaires
Allemagne	<p>Tous sont importants mais le développement de la prise de conscience et le renforcement des capacités sont essentiels, en particulier sur les sujets jugés “trop techniques” pour les questions de genre</p> <p>Il manque des approches méthodologiques pour opérationnaliser les idées. Il est nécessaire de développer la recherche et le développement des approches existantes.</p> <p>L'essentiel c'est l'intégration systémique.</p> <p>La culture du genre est un élément essentiel</p>	<p>Développement d'un cadre de mise en place “genre et changement climatique” avec monitoring et programme d'évaluation (avec des indicateurs clairs, des données désagrégées par sexe pour tous les rapports et actions de mise en œuvre)</p> <p>Les différents points sont complémentaires</p>

Autriche	Le genre est transversal et devrait irriguer tous les sujets	Développement de la mise en œuvre du croisement genre et du changement climatique
Finlande	<p>Finance : besoin de soutien supplémentaire</p> <p>Adaptation</p> <p>Atténuation</p> <p>Le cadre et les ressources additionnelles sont essentiels, il faut le faire.</p>	<p>Des ressources financières adéquates et dédiées pour un programme genre au niveau mondial, régional, et national et à l'intérieur de la CCNUCC</p> <p>Il faut un engagement à Marrakech pour une ligne budgétaire genre dans le budget principal (c'est actuellement dans le budget supplémentaire mais pas dans le principal). L'UE n'est pas favorable à ajouter quoique ce soit au budget principal</p> <p>Le GAP a déjà des financements des Pays Bas et de la Suisse. Les US pourraient s'impliquer aussi</p> <p>Les PMA devraient pousser pour une ligne budgétaire "genre"</p> <p>La prochaine étape devrait être la nomination d'un point focal intégration pour coordonner et suivre les processus.</p>

<p>France</p>	<p>Continuer à produire docs techniques sur ce qui marche ou pas</p> <p>Assurer suivi régulier (tous les ans, avec plan d'action, s'assurer que chaque cop examine comment les entités de la CCNUCC ont mis en œuvre leur mandat et comment améliorer</p> <p>Améliorer culture du genre</p> <p>Genre & renforcement de Capacités et éducation : c'est la base</p> <p>Gender & Finance (il faut avoir les moyens de transformer la situation, donner les moyens des politiques ; différents niveaux de financement. Fonds vert : grosse machine complexe (volumes des programmes très élevé) s'attaquer à projets d'ampleur. Voir financement avec mécanismes de redistribution ; organisations parapluie)</p>	<p>Développement d'un cadre de mise en place "genre et changement climatique" avec monitoring et programme d'évaluation (avec des indicateurs clairs, des données désagrégées par sexe pour tous les rapports et actions de mise en œuvre)</p> <p>Appel aux Parties pour mettre en place un point focal genre dans tous les pays</p> <p>Ressources financières adéquates et dédiées pour mettre en œuvre un programme Genre au plan mondial, régional et national et au sein même de la CCNUCC (compliqué en interne. Négociations de Marrakech sur nouveau programme de travail genre : les Etats ne sont pas prêts à contribuer pour financer un nouveau programme ; c'est surtout des ressources humaines, jusqu'ici seulement 1 personne + 2 réunions. L'UE ne sera pas favorable à une proposition de financements)</p> <p>En plus : mécanisme de rapportage de la dimension genre (très important car pays vont se concentrer sur les contributions nationales)</p> <p>En plus : assurer la sensibilité genre dès le début de programmes comme CREWS (SAP, Renouvellement Energie en Afrique)</p> <p>En plus : il faudrait un point focal genre mais tout dépend des moyens donnés à cette personne. Mais la question du financement peut être un problème politique. Ce sujet ne fait pas l'unanimité</p>
---------------	---	--

Pays Bas	Le cadre avec des indicateurs clairs et un mécanisme de reporting est essentiel	Développer des exemples d'action à prendre au niveau national dans les pays de l'UE serait important.
Royaume Uni		<p>Développement d'un cadre de mise en œuvre genre et climat avec monitoring et plan d'évaluation (avec des indicateurs clairs, des données désagrégées par sexe, du reporting et des étapes de mise en œuvre</p> <p>Nommer un point focal genre par pays</p> <p>Ressources financières pour la mise en place d'un programme genre à tous les niveaux</p>

Synthèse des réponses à la question 6

Les personnes interrogées indiquent que tous les points sont importants, car l'opérationnalisation de la question du genre repose sur son intégration systémique dans tous les aspects de la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

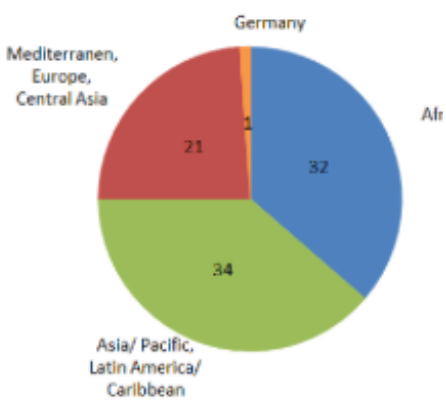
Elles soulignent l'importance :

- du développement de la prise de conscience et du renforcement des capacités à tous les niveaux.
- du développement d'un cadre de mise en place "genre et changement climatique" avec renforcement de la prise de conscience et des capacités et programme d'évaluation (avec des indicateurs clairs, des données désagrégées par sexe pour tous les rapports et actions de mise en œuvre)
- d'un mécanisme de suivi de la dimension genre d'autant plus important que les pays vont se concentrer sur les contributions nationales)
- d'intégrer la sensibilité genre dès le début de programmes comme CREWS (SAP, Initiative de l'Afrique sur les Energies Renouvelables –IAER)
- de la désignation de points focaux genre, avec des moyens spécifiques
- des communications nationales qui sont un outil important d'amélioration et de coopération
- de la poursuite des formations de délégués
- de ressources pour la mise en œuvre, avec un budget spécifique, et des moyens humains et techniques

Question 7 : Pistes de recommandations

Existe-t-il des outils ou des bonnes pratiques que vous souhaitez recommander pour opérationnaliser le Genre dans les programmes et politiques climat ?

Analyse des réponses à la question 7

Pays	Bonnes pratiques	Commentaires										
Allemagne	<p>Programme sectoriel UN Habitat et Genre et Changement Climatique “le genre dans le Changement climatique en zone urbaine</p> <p>La GIZ (L’Agence de Développement Allemande) organise une ‘Semaine Genre’ pour tous ses employés et partenaires sur le Genre une fois par an. site https://gc21.giz.de/genderweek</p> <p>GIZ organise aussi un Prix Interne pour les meilleurs projets avec dimension Genre (voir https://gc21.giz.de/ibt/var/app/wp385P/2371/index.php/competition/#comment-23)</p> <hr/> <p>New Record: 87 Entries in 2016!</p> <p>For this year's Gender Competition we received a record high of 87 contributions from GIZ offices around the world!</p> <p>Competition Entries by Region</p>  <table border="1"> <caption>Competition Entries by Region</caption> <thead> <tr> <th>Region</th> <th>Number of Entries</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Africa</td> <td>32</td> </tr> <tr> <td>Asia/ Pacific, Latin America/ Caribbean</td> <td>34</td> </tr> <tr> <td>Mediterranean, Europe, Central Asia</td> <td>21</td> </tr> <tr> <td>Germany</td> <td>1</td> </tr> </tbody> </table>	Region	Number of Entries	Africa	32	Asia/ Pacific, Latin America/ Caribbean	34	Mediterranean, Europe, Central Asia	21	Germany	1	<p>L'évaluation genre n'est pas utilisée pour les questions/programmes/politiques du changement climatique</p> <p>GenderCC développe un outil pour le genre et le changement climatique en zone urbaine, incluant la transversalité et a commencé en Novembre 2016, un programme de recherche sur genre et climat au niveau national http://www.netztool.de/index.php?id=76#c650</p>
Region	Number of Entries											
Africa	32											
Asia/ Pacific, Latin America/ Caribbean	34											
Mediterranean, Europe, Central Asia	21											
Germany	1											

<p>Autriche</p>	<p>Au niveau international, l’Autriche est partenaire (par l’agence d’environnement) du ‘Gender-NAMA’ pour la Géorgie. http://www.wecf.eu/english/articles/2016/11/gendersensitive-NAMA16.php</p> <p>Au niveau national, l’Autriche finance un projet qui traite de genre, climat et femmes migrantes et qui a reçu un prix pour ses bonnes pratiques en 2015.</p>  <p>Au national, des initiatives genre et énergie / technologie sont une base pour la mise en oeuvre de l’Accord de Paris: Le Ministère. des Sciences, Recherche et Economie a des programmes pour stimuler l’égalité des femmes dans le secteur de l’éducation et la recherche.¹⁷ Et soutient la participation des femmes dans le secteur de l’énergie.¹⁸ Le Ministère de l’Ecologie applique une stratégie de ‘gender mainstreaming’ et publie un rapport annuel¹⁹. Ce ministère soutient le programme international genderSTE - Network on Gender in Science, Technology and Environment²⁰.</p>	
-----------------	---	--

¹⁷ <http://wissenschaft.bmwf.wissenschaft-hochschulen/gender-und-diversitaet/grundlagen-zur-gleichstellung/meilensteine-zur-gleichstellung-der-geschlechter/>

<p>Finlande</p>	<p>De nombreuses soumissions sur le genre, développées durant les derniers 10 ans : la Finlande a eu un rôle très important dans le développement des activités genre au sein de la CCNUCC, et a pris l'initiative du « Women Delegates Fund », la Participation et Formation de déléguées femmes dans les négociations</p> <p>Maintenant il faut demander aux organes (comités, adaptation, NDC, communications nationales, etc. d'indiquer dans leurs rapports de communication jusqu'où ils sont allés dans l'intégration du genre dans leurs politiques d'atténuation du CC</p> <p>Le programme CREWS est bon, mais seulement 50% du budget est sensible au genre, ce n'est pas suffisant</p> <p>Il faut que la totalité du budget soit sensible au genre,</p>	<p>Il faut une décision forte sur le genre à la cop 22 avec un programme de travail concret fort et un financement permanent dans le budget de base pour les 3 prochaines années</p> <p>Sans financement correct /décent / adéquat, nous n'aurons pas un très bon futur</p> <p>Observer les impacts genre (sur les femmes et les hommes) lors de l'élaboration des programmes et politiques)</p>
-----------------	--	--

¹⁸ <http://www.bmwfw.gv.at/EnergieUndBergbau/frauenInEnergiewirtschaft/Seiten/default.aspx>

¹⁹ <https://www.bmlfuw.gv.at/suchergebnisse.html?queryString=gender+und+klimaschutz>
<https://www.bmlfuw.gv.at/english/ministry/Statement/Gendermainstreaming.html>

²⁰ <http://wissenschaft.bmwfw.gv.at/bmwfw/wissenschaft-hochschulen/gender-und-diversitaet/gender-issues-international/genderste-network-on-gender-in-science-technology-and-environment/>

<p>France</p>	<p>Systèmes d'analyse de la vulnérabilité et capacité d'adaptation au CC (mais inclure l'ensemble de la communauté et influencer les politiques de développement au niveau territorial et national)</p> <p>À partir de cette méthode, il faut un travail avec les Autorités Locales pour une répercussion dans les politiques locales et nationales</p> <p>ALP (Adaptation Learning Program) mise en avant de l'aspect genre et visibilité</p> <p>Soutien de l'AFD au Prix Solutions Genre et Climat de la WGC (WECF principal organisateur)</p> <p>Soutien politique du Ministère de l'Environnement à travers la prise de parole de Laurence Monnoyer-Smith durant la cérémonie de remise de prix à la COP22 (14-11-2016 –zone bleue)</p>	<p>Le défaut d'opérationnalité est lié à l'institution</p> <p>Il faut impliquer les agences opérationnelles (PNUD, PNUE...)</p> <p>Et impulser la redevabilité, l'évaluation, le reporting.</p> <p>Séparer les rôles et les responsabilités : la CCNUCC doit être l'enceinte de discussion pour comparer politiques nationales assurer la pression politique, la valorisation et un système incitatif</p> <p>Former plus de femmes aux techniques liées à l'énergie et au climat, les inclure dans les processus de transferts et d'appropriation des technologies, pour augmenter l'accès des femmes aux emplois de la transition énergétique.</p> <p>Les outils financiers existants restent inaccessibles aux organisations de femmes par manque d'information, complexité des montages et des compétences juridiques et financières requises, et parce que les critères de consultation ou sélection sont mal appropriés : il faut favoriser des mécanismes de redistribution en cascade, la création de coalitions de projets</p> <p>Faire évoluer les instances de gouvernance des fonds.</p>
---------------	---	---

<p>Pays Bas</p>	<p>Les Pays Bas ont assuré le financement pour le programme « Women Delegates Fund » quand la Finlande n’a plus eu la possibilité de le faire.</p> <p>Le Ministère des Affaires Etrangères a une « Equipe Climat » qui inclut un expert genre et une « Equipe Genre » avec une experte ODD / climat. Les 2 experts travaillent avec l’équipe climat dans le ministère de l’écologie.</p> <p>La ministre Liliane Ploumen a participé aux réunions de femmes ministres organisées à la COP22 par le PNUE et Mary Robinson, et a soutenu financièrement le Prix Solution Genre et Climat de la WGC.</p> <p>Voir les propositions clé de la Women and Gender Constituency, dont les Pays Bas financent des activités.</p> <p>http://womengenderclimate.org/women-gender-constituencys-key-demands-at-cop22/</p>	
-----------------	--	--

<p>Royaume Uni</p>	<p>DFID finance plusieurs programmes sur climat et forets qui incluent des activités avec une dimension genre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • KNOWFOR est un fonds de 38 million financé par la DFID pour améliorer la compréhension et l'utilisation des connaissances sur la forêt (https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/480535/KNOWFOR_Case_Study.pdf). • BRACED soutient la résilience des personnes aux extrêmes climatiques au Sud et en Asie du Sud Est, au Sahel Africain et chez ses voisins proches. http://www.braced.org • Ashden Award, approche atténuation basée sur la marché en lien avec le secteur privé coordonné par ENERGIA (gender and energy network) http://www.energia.org/application-process-ashden-awards-now-open/ • Travail sur l'énergie (électrification de centres de santé) et fourniture d'électricité dans les zones rurales et des programmes des fours non polluantes http://cleancookstoves.org/partners/item/13/266 <p>Méthodologie UK climate finance pour mesurer l'impact sur des groupes divers</p> <p>Financements genre des fonds multilatéraux²¹</p> <p>Indicateurs sur l'autonomisation des femmes.</p>	<p>Formation de délégués, pas seulement en augmentant le nombre de femmes, mais en développant la formation genre pour tous</p> <p>L'accord de Paris ne mentionne pas assez fortement l'atténuation</p>
--------------------	---	---

²¹ De nombreux bailleurs multilatéraux, comme le Fonds vert pour le climat, la Banque mondiale, la FAO ou l'Agence française de développement ont adopté des

Synthèse des réponses à la question 7

Plusieurs programmes intéressants

Beaucoup de symboles mais un manque d'outils pour l'opérationnalisation, la mise en œuvre, et des budgets trop faibles

- ✓ Finlande et Pays Bas : programme « Plus de Femmes dans les Délégations Nationales aux COP » : financement et formation
- ✓ Royaume Uni : 300 programmes de développement qui doivent inclure l'aspect genre, quelques programme phare sur genre et climat / énergie /forêt avec la banque mondiale, IUCN, les ONG Femmes, la coalition clean cook stoves...
- ✓ Autriche : travaille sur financement pour NAMA fort en genre pour la Géorgie, avec WECF.
- ✓ Allemagne : a une Feuille de Route annuelle genre et développement qui inclut un chapitre genre et climat, et a lancé programme de recherche sur genre et climat au niveau national
- ✓ France : Stratégie genre et développement et études de cas de l'AFD. Plateforme Genre et Développement et soutien au travail de la WGC

Les personnes interrogées font état de plusieurs programmes intéressants mais pointent le manque de transversalité, d'évaluation, de mesure de l'impact.

Elles priorisent la formation, la définition des rôles : rencontres politiques, capitalisation et valorisation pour la CCNUCC, opérationnalité pour les agences, suivi des progrès par les organes.

stratégies genre. Ces outils restent difficilement accessibles aux organisations de femmes de par leur complexité notamment.

Etudes de cas

NAMA sensible au genre (soutenu par l'Autriche, l'Allemagne, la Géorgie, les Pays bas, l'UE)

<http://www.wecf.eu/english/publications/2015/gendersensitive-NAMA.php>

Quatre organisations de la société civile de Géorgie et WECF Géorgie, ont développé tout au long d'un programme pilote de 5 ans un modèle sensible au genre pour la fourniture d'énergie bas carbone, pour les foyers à bas revenus de zones rurales. Ce projet pilote a été financé par le programme FLOW du Ministère des Affaires Etrangères des Pays Bas pour soutenir le leadership féminin, et il a été co-financé par le programme de la Commission Européenne pour les Acteurs Non Etatiques.

Les résultats du suivi et de l'évaluation du programme pilote, dans lequel 500 foyers se sont convertis aux technologies bas carbone, plus efficaces, partiellement basées sur l'énergie solaire, a été décrit dans une étude de cas de WECF, en partenariat avec le Département Genre du GIZ (Agence de Développement d'Allemagne). L'étude de cas a été publiée en 2015 et présentée aux décideurs politiques à la SBI de la CCNUCC en 2016, lors de l'atelier Genre et Climat organisé par le Secrétariat de la CCNUCC, puis lors d'un évènement à la COP22 de Paris.

La présentation de la dimension genre a montré comment le projet est parvenu à construire la transversalité de l'approche genre dans toutes les phases, conception du projet, cibles pour la formation des femmes et des hommes dans le domaine technologique, management et suivi des émissions carbone, jusqu'à la création de coopératives d'énergie dont la constitution repose sur la parité des sexes.

L'étude de cas a servi de base au développement d'un NAMA (Plan National pour l'Atténuation) pour la fourniture d'énergie en zone rurale, en lien avec le Ministère de l'Environnement de la Géorgie, et soumis pour financement à la facilité NAMA par l'Agence de l'Environnement de l'Autriche et WECF, avec le soutien des ministères de l'Energie et du Développement rural de Géorgie.

Si le fonds NAMA avait approuvé son financement, le programme aurait permis la transition énergétique pour tous les foyers ruraux (400 000 à 1 million d'habitants) qui utilisent actuellement du bois, avec un potentiel de réduction des émissions de 450 000 tonnes de CO₂, tout en créant 800 emplois pour les femmes et les hommes et en assurant l'égalité du rôle des femmes dans les décisions à tous niveaux.

Fonds des déléguées femmes (soutenu par la Finlande, l'Islande, les Pays Bas)

<https://www.cbd.int/gender/doc/finland-gender-climate-change-en.pdf>

Les statistiques des délégations gouvernementales montrent une faible proportion de négociatrices depuis des années, et ce malgré la décision -prise à la COP7, répétée aux COPs 19 et 20- de cibler un meilleur équilibre des sexes dans les délégations.

Le ministère finlandais des Affaires Etrangères a initié le Fonds pour les déléguées femmes aux processus CCNUCC depuis 10 ans, et a investi 1 million d'euros depuis lors.

Des pays du Sud peuvent obtenir un financement s'ils ajoutent une négociatrice dans leur équipe. Les fonds servent aux déplacements et frais de séjour et également au renforcement de capacités dispensé par des experts des négociations genre et climat.

Le programme est géré par l'ONG Women Environment Development Organisation (WEDO).

C'est en partie grâce aux femmes formées par ce projet que le Programme de Travail de Lima sur le Genre a été développé et adopté à la COP20, et qu'une décision genre a été approuvée à la COP22 pour créer un Plan d'Action Genre pour la CCNUCC.

En raison d'une réduction de 40% du budget de la politique de développement en Finlande, le programme ne pouvait plus être poursuivi mais l'Islande et les Pays Bas ont contribué pour qu'il continue. Une recherche de nouveaux donateurs a été lancée pour que le programme perdure jusqu'à ce que tous les pays présentent des délégations comptant au moins 30% de négociatrices.

Le "Gender Act" (soutenu par la Grande Bretagne)

<http://services.parliament.uk/bills/2013-14/internationaldevelopmentgenderequality.html>

En 2014, le Parlement du Royaume Uni a approuvé la nouvelle loi sur le genre qui établit en termes assez généraux la nécessité pour les fonds publics de l'Aide au Développement de prendre en compte le genre.

Le Royaume Uni a développé une boîte à outils afin de détailler le bref texte de loi.

Trois ministères sont concernés par ce texte : la DEFID (Affaires Etrangères et Coopération au Développement International), le Ministère de la coopération économique et du développement du Business, le Ministère de l'Environnement et des Forêts.

La DEFID dispose d'un point focal genre (voir interview) qui coordonne les différents départements (ministères) et aide à l'évaluation des propositions de financement. Au total, le financement concerne 300 projets, qui doivent tous prendre en compte le genre. Les contenus peuvent aller d'une approche genre assez basique telle que l'inscription de femmes et d'hommes dans les formations, à une approche plus transformative, visant à changer les rôles de genre ou au développement du leadership féminin dans les prises de décision.

Parmi les 300 projets, moins de dix ont une dimension genre transformationnelle, avec notamment un programme d'ENERGIA sur la prise de décision des femmes dans la fourniture d'énergie, un programme de IUCN femmes et reforestation (REDD+), un programme de l'Alliance Mondiale pour les foyers propres et un programme de récompense pour des projets genre (Ashden/Ashton award)

La loi genre s'applique exclusivement aux financements pour les PED.

Le réseau du CAD de l'OCDE sur l'égalité (Gendernet): Critères Minimum pour les marqueurs genre (*contribution de la Suède notamment*)

<http://www.oecd.org/dac/gender-development/dac-gender-equality-marker.htm>

En 2016, la réunion annuelle du CAD de l'OCDE a approuvé les standards minimum pour les marqueurs genre, un code que les pays donateurs utilisent pour définir la nature de leurs financements pour le développement et en rendre compte dans leurs statistiques.

Cela permet d'identifier les tendances et les écarts.

Depuis plusieurs années, les donateurs membres de l'OCDE ont introduit les marqueurs genre pour identifier cette dimension dans les projets financés.

Le marqueur genre a trois niveaux : 0 quand aucune dimension genre n'est indiquée, 1 lorsque l'égalité de genre est un objectif secondaire, et 2 lorsque la dimension genre est l'objectif principal.

L'année dernière -sous la présidence de la Suède et de l'Allemagne- a vu la création de critères minimum pour le marqueur genre. Il s'agit d'indiquer le type d'actions obligatoires pour obtenir le niveau 2 par exemple.

De plus en plus de donateurs essaient d'éviter les projets marqués 0. Des pays comme la Suède cherchent à obtenir 100% du niveau 1 –à minima- pour les projets de développement financés, et de plus en plus de niveau 2.

La Division Générale de la Commission Européenne pour la Coopération au Développement (DEVCO) cherche à atteindre 85% de financements avec une dimension genre (marqueurs 1-2) selon le Plan d'Action Genre (GAP-2) de la Commission.

Néanmoins, et malgré l'intérêt croissant pour des projets avec un impact positif genre, moins de 17% des financements français sont sensibles au genre (marqueurs 1 et 2 confondus) et le financement global pour les organisations féminines et féministes de la société civile a été réduit de 50% ces cinq dernières années.

<http://www.oecd.org/dac/gender-development/Aid-in-support-of-gender-equality-and-womens-empowerment.pdf>

La dimension Genre et Climat en Allemagne (soutenue par l'Agence de l'Environnement d'Allemagne - UBA) <https://www.umweltbundesamt.de/dokument/gendernetclim-expertinnen-liste-klimagender>

En 2016, l'Agence de l'Environnement de l'Allemagne a approuvé un projet de recherche sur la justice de genre comme élément d'une politique climat efficace : analyse d'impact, interdépendance avec d'autres dimensions, aspects méthodologiques et de conception.

L'étude cherche à intégrer la justice de genre dans les politiques climat et à les rendre ainsi plus efficaces.

Il s'agit de mieux comprendre la dimension genre des politiques climat domestiques.

Le projet commencera en 2017 avec une coalition d'institutions scientifiques et d'organisations de la société civile.

Comment les politiques climat concernent-elles aussi les barrières de genre en Allemagne ?

Dans les compagnies d'énergie renouvelable par exemple, moins de femmes occupent actuellement les postes de responsabilité que dans les entreprises d'énergie basées sur les ressources fossiles.

Une politique active de promotion de l'engagement des femmes dans les mesures de protection du climat, et dans le secteur des énergies renouvelables peut-elle être une solution ?

Les dispositifs doivent-ils s'adresser au système d'éducation et à la faible proportion de femmes dans les STEM (Science Technology Engineering and Manufacturing).

Stratégie de genre et développement de la France 2013-2017

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Strategie_Genre_Dev_2013_FR_VD_PageaPage_cle0cd62a-1.pdf

La Stratégie genre et développement 2013-2017 de la France a pour objectif principal de mettre l'égalité femmes-hommes de façon transversale au cœur de la politique française de développement. Elle fait de l'égalité entre les femmes et les hommes un impératif éthique et politique, un plein objectif de développement et la garantie d'une Aide plus juste et plus efficace.

Elle fait en premier lieu le constat de l'inégalité d'accès des femmes aux bénéfices des politiques de développement,

Elle vise :

- L'émancipation des filles et des femmes et le renforcement de leurs capacités à faire des choix, à la fois dans leur vie privée (accès aux moyens de contraception, choix du conjoint...) que dans leur vie professionnelle et publique ;
- L'accès libre et égal des femmes et des filles aux droits et à la justice, ainsi qu'à la protection contre toutes formes de violences ;
- L'accès libre et égal aux services, notamment les services sociaux de base, tels que l'éducation, la santé, la santé sexuelle et reproductive ;
- L'accès et le contrôle des ressources productives et économiques, l'accès à l'emploi décent ainsi que l'égalité professionnelle et salariale ;
- La participation des femmes aux espaces de décision économiques, politiques et sociaux.

Principes d'action :

L'approche par les droits : elle prend acte de la corrélation entre la réduction des inégalités de genre et l'amélioration des principaux indicateurs du développement et veut agir sur les leviers que sont la réforme des codes de la famille discriminatoires, la réduction des inégalités dans l'accès aux ressources économiques et le soutien à la participation des femmes aux espaces de décision, et ce ci dans les trois dimensions du changement (niveau individuel, communautaire et institutionnel)

L'efficacité : l'approche genre garantit une meilleure efficacité et viabilité des actions de développement, et permet l'empowerment des individus

L'autonomisation : un processus dynamique et interactif entre les dimensions individuelle et collective de l'autonomisation pour aller vers une véritable conscientisation, une amélioration du statut des femmes et la réduction des inégalités

Les adolescentes et le cycle de vie : tenir compte des âges et des contextes pour adapter les réponses

Elle se donne l'objectif d'intégrer le genre dans les domaines d'action suivants :

- Les instruments de financement, en actualisant l'ensemble des instruments d'instruction et de suivi des projets et de programmes, en incitant les opérateurs à intégrer une analyse des enjeux de genre dans les projets, avec des données sexo-

spécifiques et des éléments relatifs aux statuts et droits des femmes. A cet effet, des outils méthodologiques seront développés par le MAE.

- Le renforcement des capacités des agents, en accélérant les efforts de formation en interne et en externe, et en créant un réseau de correspondant.es genre et développement.
- La recherche pour définir des indicateurs, en valorisant et en communiquant sur les travaux de recherche existant et en impulsant des travaux de recherche sectoriels sur le genre et en valorisant l'expertise genre.
- Le dialogue bilatéral et les instances européennes et multilatérales en soutenant l'inclusion du sujet genre dans l'agenda des rencontres politiques et dans le plan d'action des ambassades et en affirmant le leadership de la France pour une meilleure prise en compte du genre au sein des fonds multilatéraux qu'elle finance et administre
- La redevabilité, en améliorant l'utilisation du marqueur genre du CAD de l'OCDE

La Stratégie genre et développement de la France est mise en œuvre en partenariat avec les ministères en charge de l'égalité femmes-hommes, des droits des femmes et du genre.

Récapitulatif des points saillants

Pays	Points positifs	Points négatifs
Allemagne	<p>Tous les projets du BMZ doivent être en ligne avec le nouveau plan d'action genre de la BMZ</p> <p>Financement de recherche /recommandations pour les politiques nationales sur l'évaluation de l'impact genre dans le changement climatique.</p>	<p>Communication insuffisante entre GIZ et ministère de l'environnement.</p> <p>Mise en œuvre compliquée</p> <p>La soumission UE ne reflète pas les projets concrets qui existent, l'impact ne sera pas mesurable si</p>
Autriche	<p>Bons projets (ex. Protection of the Climate and Migrants)</p> <p>Membre du Gender Group de l'UE.</p>	<p>Implication essentiellement sur la partie internationale</p> <p>La soumission UE ne mentionne pas l'obligation de reporting</p>

<p>Finlande</p>	<p>Leader sur le genre en UE</p> <p>Travail d'amélioration de l'efficacité « genre et CC » au niveau international</p> <p>Egalité de sexes et climat intégrés de façon transversale dans la coopération au développement.</p> <p>Financement de la Global Gender and Climate Alliance (GGCA).</p> <p>Dispositif spécial pour aider les autres ministères à intégrer le genre dans leur travail</p>	<p>Moins de travail spécifique au niveau national</p> <p>Pas de document spécifique connu autres que les docs de l'UE)</p> <p>Pas d'évaluation de l'efficacité faite par les experts en coopération au développement</p> <p>Pour adopter un GAP à la cop 23, il faut un budget</p> <p>La Finlande a récemment réduit les fonds d'Aide au Développement de 40%</p>
<p>France</p>	<p>Engagement politique fort depuis 2015.</p> <p>Jusqu'à début novembre : la France préside la COP donc devoir d'impartialité qui empêche de prendre des positions fortes sur les sujets</p> <p>Stratégie genre 2013-2017</p> <p>Egalité femmes hommes : dans la feuille de route des ministères français</p> <p>Groupe de travail genre et climat du HCE</p> <p>Participation du ministère des droits des femmes à la COP21 ou à la Commission des Droits des Femmes de l'ONU</p> <p>Participation au groupe de travail européen sur genre et climat</p> <p>AFD :</p> <p>50% des projets doivent avoir co bénéfiques climat mais (objectif pour 2017</p> <p>Contribution financière au travail de</p>	<p>Pas encore d'objectif croisé genre et climat à l'AFD : pas de mention du genre dans le CIT climat</p> <p>Pas encore de méthodologie</p> <p>Manque de concret après les annonces fortes</p> <p>Faiblesse du travail interministériel : croisement entre plusieurs ministres, plusieurs politiques : dépasse le mandat du ministère de l'environnement (politique APD)</p> <p>Pas de mention du genre dans la Loi Transition Energie et Croissance Verte.</p> <p>Parité non atteinte dans les instances de décision au niveau national</p> <p>Faible implication genre et climat des collectivités locales.</p> <p>Pas de priorité affichée sur l'égalité dans les politiques climat.</p> <p>Pas de soumission nationale.</p> <p>Ce que peut viser le programme de travail de la CCNUCC, c'est s'assurer</p>

	la WGC	de l'engagement politique, des mises en valeur de pays champions, des temps de rendez-vous pour analyser les NDC pour expliquer la mise en œuvre
Pays Bas	<p>Leadership avec la Finlande, Islande, Autriche et le groupe Friends of gender & climate (Costa Rica, Mexico...)</p> <p>Financement de la formation de négociatrices aux COPs</p> <p>Financement des activités UNWOMEN</p> <p>Financement de recherche genre et climat</p> <p>Cofinancement du Prix Solutions Genre et Climat de la WGC</p>	<p>Cette politique relève du domaine du ministère des affaires étrangères qui priorise la coopération au développement</p> <p>Pas de politique intérieure sur genre et climat</p> <p>Pas de document écrit</p> <p>Il aurait fallu appeler à la mise en place d'un Plan Genre et Climat, que la soumission UE ne mentionne pas de façon spécifique.</p>
Royaume Uni	<p>Forte implication et des processus en oeuvre : <u>the gender equality act</u></p> <p>La loi sur l'égalité des sexes implique d'autres départements (DEVRA and DFID, BD)</p> <p>Fonds pour dispositifs multilatéraux : GCF, GEF, CiF avec demande de résultats qualitatifs sur le genre</p> <p>Série de programmes (énergie, recherche, résilience, adaptation)</p> <p>Production de connaissances et d'outils sur le genre</p>	<p>La loi est très vague, pas de critère, d'évaluation qualité</p> <p>Faible connaissance et capacités dans les directions</p> <p>Problème : le programme de Lima sur le genre est vu comme un document à part; il doit être mieux intégré dans les futurs accords.</p> <p>Nécessité de continuer le suivi du programme de Lima sur le genre et de le faire adopter à la cop 22</p>

Conclusion

L'ensemble des entretiens reflète une difficulté pour intégrer la dimension genre dans les NDC de tous les pays. La difficulté repose sur le lien avec les autres politiques, ce travail n'est pas encore pris en charge par les gouvernements.

Pourtant, lors du renouvellement des NDCs par les Etats (2018), l'intégration du genre sera une garantie de l'élévation du niveau d'ambition de ces contributions nationales.

Les défis pour la mise en œuvre et le soutien des NDCs sont pertinents aussi pour le croisement des politiques d'égalité femmes hommes et de climat.²²

Malgré l'existence d'initiatives, projets, visant à intégrer le genre dans les actions climat, et malgré les soutiens ponctuels des Etats à ces actions, l'absence de stratégie, de cadre, de culture du genre dans les services des Etats et dans les OSC, la faiblesse des financements ne permettent pas de mettre en œuvre des politiques climat découlant de l'Accord de Paris qui intègrent pleinement le genre.

Il semble donc essentiel de proposer un appui technique transversal et pluri-niveaux, appuyé sur une capitalisation et une valorisation des pratiques efficaces dans les faits, une méthodologie d'action, des formations en interne et en externe des services, une évaluation des impacts, et des ressources financières et techniques.

La complexité des challenges globaux et de la décision politique demande une attention stratégique et ciblée sur la transversalité, les mécanismes de financement, ceci à tous les niveaux de la société.

L'intégration de l'égalité femmes hommes peut permettre le progrès dans des domaines multiples, et offrir des co bénéfices pour la lutte contre le changement climatique.

A cet effet, il semble essentiel de soutenir et de mettre en œuvre

- La poursuite et le renforcement de l'impulsion et du suivi politique²³
- L'engagement dans les souscriptions nationales
- Des ressources pour la mise en œuvre, avec un budget spécifique, et des moyens humains et techniques
- Le soutien au travail de plaidoyer des ONG observateurs, notamment les femmes
- Le support technique aux Etats sur l'intégration du genre dans les NDCs

²² Pour la conversion des INDC en NDC, les enjeux sont les suivants :

- planification de la mise en œuvre
- élévation du niveau d'ambition
- mécanismes de Monitoring, de Reporting et de Vérification(MRV)
- co-bénéfices
- renforcement des capacités pour la mise en œuvre des NDC [Gender and NDCs](#)

²³ The existence of legal and policy frameworks on gender equality at both national and subnational levels helps create an enabling gender-supportive environment (Virginie Le Masson ODI)

- Une évaluation périodique des instances CCNUCC et mécanismes de financements
- L'application des marqueurs genre OCDE dans tous les projets climat
- La formation systémique sur le genre²⁴
- Le renforcement de l'information et de la sensibilisation des délégations
- La poursuite de la formation des femmes déléguées sur leadership et négociations
- La poursuite de la formation des femmes déléguées sur leadership et négociations
- L'intégration de l'égalité femmes hommes dans les politiques de lutte contre la précarité énergétique
- La progression de la parité dans les instances, les organes.
- La féminisation des filières professionnelles et universitaires (notamment métiers de la transition énergétique)
- Le renforcement de la présence d'experts genre et de la dimension genre dans les études et analyses du GIEC.

²⁴ The commitment of senior management in country to ensure gender equality is a priority. With senior management commitment, staff on the ground can receive the necessary support to implement gender-related activities. A key driver is the expertise of individuals within organisations who work specifically on implementing gender-sensitive activities and driving the women's empowerment objective (Virginie Le Masson ODI)

Annexe

Autres éléments possibles de cadrage pour le suivi du programme de travail de Lima sur le genre :

- Renforcement des capacités sur les questions genre et Climat
- Renforcement des capacités sur des outils sensibles au genre, par exemple budget sensible au genre, marqueurs ou critères d'égalité femmes hommes
- Communications climat nationales sensibles au genre, par exemple boîte à outils pour une communication nationale sensible au genre
- Assurer la participation d'experts Genre dans les meetings d'experts techniques
- Formations technologies climat sensibles au genre
- Formations de fonctionnaires femmes et de délégués dans les négociations climat sur tous les aspects de l'Accord de Paris et sa mise en œuvre, notamment les PMA, PEIDs (Petits Etats Insulaires en Développement) et états africains.
- Monitoring, suivi, évaluation, apprentissage, conception
- Mécanismes de rapportage de la dimension genre des contributions nationales (atténuation) et plans d'adaptation
- Garanties Genre, Droits humains et sociaux, y compris pour évaluations ex-ante de la mise en œuvre des contributions nationales
- Echanges en soutien aux bonnes pratiques Genre et Climat, pour fournir de l'expertise à la priorité genre locale et aux projets climat conduits par des femmes afin de les mettre à l'échelle au sein des programmes nationaux (NDC) (y compris via des récompenses et concours)
- Panel International sur le changement climatique, pour renforcer la dimension genre dans les données et analyses
- Assurer la sensibilité genre dès le début du développement de programmes comme CREWS
- Moyens de mise en œuvre, financement
- Financement d'incubateurs : coopération avec des mécanismes de financements climat existant afin de fournir des capitaux de démarrage et des subventions aux organisations locales de porteurs de projets (autorités locales, organisations communautaires, coopératives, PME, organisations non gouvernementales féminines) pour des projets à co bénéfice principal portant sur l'égalité femmes hommes
- Inscription de l'objectif de parvenir progressivement à 50% et d'atteindre l'entière sensibilité au genre des fonds climat (FVC, FEM, IFI (institutions financières internationales) CAD bilatéral de l'OCDE)
- Renforcer les engagements des acteurs clé, en particulier ceux des femmes et des organisations féministes de la société civile, dans tous les aspects de la conception et de la mise en œuvre de l'Accord de Paris
- Parrainer et jumeler les programmes phare dans lesquels une partie s'engage à soutenir une autre partie à développer des projets climat sensibles au genre d'importance afin de démontrer les bénéfices, la faisabilité et de développer les compétences.